

nourrir les aspirations de ceux qui réclamaient des changements fondamentaux dans la région.

Lorsque ces pressions en faveur d'un changement ont entraîné en 1979 le renversement de Somoza et le déclenchement de la guerre civile salvadorienne, l'administration Carter a voulu à la fois s'accommoder de la révolution nicaraguayenne et la contenir, tout en encourageant l'application de réformes modérées et en freinant le processus révolutionnaire au Salvador.

L'administration Reagan a, quant à elle, adopté une position beaucoup plus ferme. Le président et ses hauts fonctionnaires ont affirmé que la répression et la misère omniprésentes avaient suscité des aspirations légitimes en faveur d'un changement en Amérique centrale, mais que ces aspirations avaient été transformées en révolutions communistes par l'ingérence de Cuba et de l'URSS. "L'Amérique centrale est une région vitale pour les États-Unis, déclarait le président Reagan en 1984, et elle est devenue un terrain d'où l'Union soviétique, Cuba et le Nicaragua envisagent de répandre le communisme par la force dans tout l'hémisphère."¹¹

Pour Washington, l'évolution des choses menace à la fois la population de l'Amérique centrale et la sécurité des États-Unis. Elle compromet l'avenir de l'Amérique centrale (car elle mènera à l'instauration de régimes totalitaires et expansionnistes) et celui des États-Unis mêmes parce qu'elle pourrait engendrer une véritable invasion de réfugiés et mettre en péril les routes maritimes des Caraïbes, parce que les Américains devraient dès lors consacrer une part accrue de leur budget militaire à la défense de leurs frontières méridionales, et finalement, parce qu'une victoire des forces révolutionnaires minerait la crédibilité des Américains dans le monde. Pour la Commission Kissinger, toutes ces raisons justifient le combat contre les forces de gauche dans la région.¹²

Washington a employé des moyens économiques, diplomatiques et militaires et des techniques de relations publiques pour tenter de vaincre les forces révolutionnaires. Sur le plan économique, l'administration Reagan a mis au point l'Initiative du bassin des Caraïbes, un projet de libre-échange à sens unique destiné à stimuler les économies nationales de la région. Elle lui a aussi accordé une assistance accrue et, à l'automne 1985, elle a annoncé la mise en oeuvre de l'Initiative Démocratie, Paix et Développement pour l'Amérique centrale, un plan d'ensemble destiné à favoriser la reprise économique. Le Nicaragua, toutefois, n'avait pas été inclus dans ces projets. Le gouvernement américain a aussi utilisé de toute son influence auprès des banques multinationales pour limiter les prêts consentis au Nicaragua. L'administration Reagan avait restreint les échanges commerciaux avec le Nicaragua au cours de son

premier mandat, pour ensuite décréter un embargo total sur les relations économiques en mars 1985.

Sur les plans politique et diplomatique, Washington a incité les gouvernements du Guatemala, du Honduras et du Salvador à tenir des élections. Tout en soutenant verbalement l'idée d'un dialogue au Salvador, le gouvernement américain n'en appuie pas moins le régime Duarte qui s'oppose fondamentalement à tout partage du pouvoir avec le FDR-FMLN. Washington a aussi instamment fait pression sur les autorités de Managua pour qu'elles engagent des pourparlers avec les *contras*; les Américains font de cela une condition essentielle pour suspendre l'aide qu'ils accordent à ces derniers et reprendre des entretiens directs avec les Sandinistes. De tels entretiens avaient été amorcés en 1984, mais les États-Unis les ont interrompus unilatéralement l'année suivante. Finalement, tout en rejetant les offres antérieures de médiation du Mexique et du Venezuela, le gouvernement américain a appuyé officiellement l'initiative de Contadora. Cependant, de nombreux représentants des pays membres du groupe Contadora ont fait savoir que le caractère militaire de la politique américaine dans la région nuisait à leurs efforts.

De fait, la présence militaire américaine en Amérique centrale s'est affirmée considérablement au cours des années 1980. L'aide militaire accordée aux pays de la région (le Nicaragua excepté) est passée de 44,4 millions de dollars en 1981 à 121,2 millions en 1983 et à 225,3 millions en 1985. Au total, les États-Unis ont fourni 574 millions entre 1980 et 1984, soit 40 p. 100 de plus que l'aide apportée par le bloc soviétique au Nicaragua au cours de la même période, selon les chiffres mêmes du gouvernement américain. Si l'on inclut l'aide économique qui accompagne souvent l'assistance militaire, les montants sont encore plus élevés : 89,3 millions de dollars en 1981, 474,2 millions en 1983 et 830,3 millions en 1985.¹³

En outre, les conseillers américains ont supervisé la restructuration des opérations militaires au Salvador et ont formé des troupes et des officiers salvadoriens, honduriens et costa-riciens dans le but d'améliorer leur aptitude à planifier et leur rendement sur le terrain. Les États-Unis ont aussi tenu quelques exercices militaires à grande échelle au Honduras et des manoeuvres navales au large du Nicaragua; ils ont en outre installé une infrastructure militaire au Honduras où environ 1 700 soldats américains sont en poste depuis 1983.¹⁴

Ce renforcement militaire semble aller au delà de l'engagement officiel que les États-Unis ont pris d'aider leurs alliés à se défendre contre une agression. De fait, l'*International Institute for Strategic Studies* a laissé entendre que le but poursuivi par les États-Unis au Honduras était de renforcer l'infra-